

# LES COMPTES ÉCONOMIQUES EN 2002



Direction des Statistiques Économiques, IHSI

## Nouvelle contraction des activités économiques

Le contexte socio-politique qui a prévalu dans le pays au cours de l'année 2002 n'a pas favorisé la création d'un environnement favorable à la relance de l'économie nationale. Les activités économiques ont poursuivi leur tendance baissière, amorcée depuis ces deux dernières années, avec une contraction, en terme réel, de 0.9% du Produit Intérieur Brut (PIB).

Cette situation de marasme économique se confirme dans le comportement mitigé des principaux secteurs d'activité. En témoignent les taux de croissance de -3.7%, 0.3% et 0.1% enregistrés respectivement au niveau des secteurs primaire, secondaire et tertiaire. La régression de l'Agriculture (-3.6%) et la faible croissance du secteur tertiaire ont grandement influencé la tendance de l'ensemble de l'économie.

La baisse des activités économiques se traduit également par un recul de 2.9% des exportations et un repli de 1% de la Consommation Finale en raison notamment de la chute de 1.4% de celle des ménages. En dépit d'une hausse significative, en valeur courante, des dépenses d'investissement public (21%), l'Investissement Global, à prix constant, n'a crû que de 1.3%, les investisseurs privés étant toujours dans l'expectative face à une situation politique plutôt incertaine.

## Apport des principales branches d'activité dans la formation du PIB.

### Baisse marquée de l'agriculture et hausse légère des industries extractives

La valeur ajoutée de la branche **agriculture** a subi, cette année, une chute de 3.7%. Hormis les problèmes structurels existants, les aléas conjoncturels ont amenuisé de manière considérable le rendement de cette branche d'activité.

En dépit des efforts consentis par le Ministère de l'Agriculture des Ressources Naturelles et du Développement Rural (MARNDR) en matière de lutttes antiparasitaires, l'agriculture a dû, encore cette année, faire face au sigatoka noir et au nématode. Selon les techniciens du MARNDR ces parasites ont desséché les plantations de banane provoquant ainsi la baisse de la production notamment dans la plaine de l'Arcahaie, de Cabaret et de

Port-de-Paix. De même, l'Agriculture continue de subir les effets dévastateurs des fléaux tels que la paille noire, le culas fornicarius et le scolyte particulièrement dans les cultures du riz, de la patate et du café. Les actions menées par le MARNDR pour combattre ces fléaux ne sont que ponctuelles et ne s'étendent pas sur l'ensemble du pays.

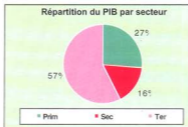
Contrairement à l'année précédente, les conditions climatiques n'ont pas été favorables au cours de l'exercice 2002. L'agriculture a été confrontée à la fois aux problèmes de la sécheresse et de l'inondation

respectivement dans les départements du Nord et du Nord-Est et dans ceux du Sud et de la Grand-Anse. Ces aléas climatiques ont provoqué des dommages considérables dans plusieurs plantations agricoles desdits départements, affectant ainsi le rendement de cette branche<sup>1</sup>.

Par ailleurs, bénéficiant de la légère hausse observée au niveau des Bâtiments et Travaux Publics, les **industries extractives**, qui composent avec la branche agriculture, sylviculture élevage et pêche le secteur primaire, ont affiché, cette année, des résultats positifs avec une croissance d'environ 1.7%.

## Faible performance des activités industrielles

L'ensemble des industries manufacturières a enregistré cette année une croissance de 0.3% de



<sup>1</sup> Explications fournies par la Direction de la Production Végétale du MARNDR

leur valeur ajoutée. Cette timide performance est particulièrement due à la détérioration des activités des industries d'assemblage. En effet, cette tendance s'est traduite par la réduction de 11.7% observée au niveau des exportations de la sous-traitance qui, de 251 millions de dollars EU en 2001 sont tombées à 221 millions en 2002<sup>2</sup>. Ce fléchissement des exportations est compatible avec le recul de 2.8% de la valeur ajoutée de la **branche textile habillement et cuir**, la principale composante des industries d'assemblage (95%). La chute du textile résulte notamment du ralentissement de la demande en provenance des Etats-Unis, le principal partenaire du pays dans le domaine de la sous-traitance.

Le léger accroissement constaté au niveau des industries manufacturières se justifie dans les résultats positifs des **industries alimentaires, de boissons et de tabac**. La valeur ajoutée de ces industries a en effet, augmenté cette année de 1.1%. Classées en première position à l'échelle des industries manufacturières avec une contribution de plus de 40%, le comportement des industries alimentaires a fortement influencé l'ensemble du secteur.

Les branches **fabrication de produits minéraux non métalliques et fabrication de produits métallurgiques de base** continuent de bénéficier de l'effet induit de la construction en affichant des taux de

croissance respectifs de 1.7% et 0.05% de leur valeur ajoutée.

A l'exception de la **branche fabrication d'ouvrage en métaux** qui accuse une croissance négative (-2.7%), les autres branches manufacturières ont, dans l'ensemble, évolué positivement. Cependant, vu leur faible poids, elles n'ont pas pu apporter une contribution significative dans la formation de la valeur ajoutée de ces industries.

### Évolutions différenciées des services de base

La **branche électricité et eau** a connu cette année un revirement de tendance avec une croissance de 2% de sa valeur ajoutée, en volume, contre une chute de 27.1% en 2001. Ce résultat positif est surtout dû à l'amélioration de la production d'énergie électrique, puisque la production en eau potable a évolué à la baisse.

La production d'énergie électrique qui se chiffrait à 441 millions de KWH en 2001 est passée à 447 millions en 2002 marquant ainsi une hausse de 1.4% contre une chute de 30.7% l'année précédente<sup>3</sup>. Cette reprise résulte essentiellement de l'augmentation de la production thermique.

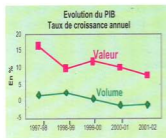
En effet, dans le but de renforcer la production d'énergie électrique, le Gouvernement a non seulement entrepris des actions en vue de la réparation et l'entretien régulier des centrales thermiques, mais aussi octroyé à l'Électricité d'Haïti (ED'H) une subvention en matière de carburant au cours du deuxième semestre de l'exercice fiscal 2002. Ces mesures ont entraîné une hausse considérable de 51% de la production thermique de l'ensemble du pays, qui de 197 millions de KWH en 2001 est passée à 297 millions en 2002.

Par contre, l'arrêt de fonctionnement de la Centrale Hydroélectrique de Péligre pour des travaux de réhabilitation et d'entretien a provoqué une chute de 38.7% de la production de cette centrale qui est tombée à 149 millions de KWH en 2002 contre 243 millions en 2001. Malheureusement, l'amélioration de la production d'énergie électrique n'a pas été accompagnée d'une gestion plus efficace de la distribution et du recouvrement. Le taux de perte de l'ED'H reste toujours très élevé en 2002, ce qui ne fait qu'accentuer les problèmes de trésorerie de l'entreprise.

En ce qui concerne la distribution d'eau, la production en mètre cube (m<sup>3</sup>) provenant des sources et des forages a régressé de 11.4% passant de 47.2 à 41.8 millions<sup>4</sup>. Cette mauvaise performance est consécutive à la diminution de la pluviosité enregistrée en 2002. En effet, la production d'eau provenant des sources a diminué de 19.4%, atteignant seulement 28.7 millions de m<sup>3</sup> en 2002 contre 35.6 millions en 2001. Outre la sécheresse, le déboisement et les constructions anarchiques effectués près des périmètres de sécurité des sources sont aussi à l'origine de la baisse de la production d'eau enregistrée. Ces mauvaises pratiques ont engendré un certain tarissement et une diminution du débit des sources de captage de la Centrale Autonome Métropolitaine d'Eau Potable (CAMEP).

### Haussse timide de la construction

La **branche bâtiments et travaux publics** a connu cette année une légère hausse de 0.8% de sa valeur ajoutée grâce surtout à l'augmentation en 2002 des travaux publics (réfections et constructions de route, de logements sociaux, etc.). Cette timide reprise est compatible avec l'augmentation de l'indice des



<sup>2</sup> Données fournies par la Banque de la République d'Haïti (BRH)

<sup>3</sup> Données fournies par l'EDH

<sup>4</sup> Données fournies par la CAMEP

activités de la construction (2%), du nombre de salariés affectés dans la construction (2%) et surtout à la hausse considérable du volume de ciment importé au cours de l'exercice fiscal 2002. Il faut toutefois signaler que le gel de l'aide externe a eu de sérieuses répercussions sur les grands travaux d'infrastructures publics.

### Baisse des services marchands

Mise à part le commerce qui a connu une légère hausse de 0.4% de sa valeur ajoutée, les principales branches produisant des services marchands ont dans l'ensemble fléchi.

La contraction la plus importante a été observée au niveau des **restaurants et hôtels** avec une chute d'environ 3.2%. Cette mauvaise performance traduit la léthargie qui, depuis quelques années, se dessine au niveau du secteur touristique. De son côté, la branche **transports et communications** qui faisait toujours montre d'un certain dynamisme a reculé de 0.2% passant de 765 millions de gourdes en 2001 à 763 millions en 2002. C'est en fait, la sous branche communications qui est à l'origine de cette régression. En effet, l'essor exceptionnel, qu'a connu cette sous branche durant ces trois dernières années, par suite de l'implantation de trois nouvelles compagnies privées de téléphone, a plutôt ralenti. Les statistiques du crédit octroyé par le système bancaire audit secteur témoignent de cette baisse des activités. Le montant de crédits alloués aux communications au cours de l'année 2002 n'a atteint que 148.8 millions de gourdes contre 1.574,3 millions en 2001, soit une chute spectaculaire de 90.5%<sup>5</sup>.

Si l'on se réfère aux **autres services marchands**, il convient de mentionner les résultats négatifs des

## PRODUIT INTERIEUR BRUT PAR SECTEUR

(En millions de Gourdes de 1996 - 1987)

Branches d'activité	1997-98	1998-99	1999-00*	2000-01**	2001-02***
Agric., Sylvic., Elev. et Pêche	3657	3553	3424	3446	3317
Industries Extractives	13	14	14	14	14
Industries Manufacturières	1018	987	982	983	986
Electricité et Eau	94	90	82	60	61
Bâtiments et Travaux Publics	788	870	942	948	956
Com., Restaurants et Hôtels	3125	3251	3398	3410	3411
Transports et Communications	569	665	748	765	763
Autres Services Marchands	1454	1501	1666	1556	1555
Services non Marchands	1446	1444	1422	1385	1390
Branches Fictives (1)	(268)	(343)	(459)	(494)	(505)
<b>Valeur Ajoutée Brute Totale</b>	<b>11894</b>	<b>12032</b>	<b>12118</b>	<b>12071</b>	<b>11947</b>
Impôts moins subv. sur les prodi	787	952	1020	920	928
<b>Produit Intérieur Brut</b>	<b>12681</b>	<b>13025</b>	<b>13138</b>	<b>12991</b>	<b>12874</b>
<b>Taux de croissance en %</b>	<b>2.2</b>	<b>2.7</b>	<b>0.9</b>	<b>-1.1</b>	<b>-0.9</b>

Source: Institut Haïtien de Statistique et d'Informatique (ISH)

Note: \*Semi-définis - \*\* Provisions - \*\*\* Estimations

1. Il s'agit, par convention, d'une unité spéciale qui prend en compte l'utilisation faite par les autres branches de ce que le SCN/93 appelle "production imputée de services bancaires".

**intermédiations financières** qui affichent un recul de 0.3% de leur valeur ajoutée. La morosité de l'environnement socio-économique de l'année 2002 n'a pas été sans incidences sur la performance des institutions bancaires dont le bénéfice net s'est soldé par une chute de 14% en septembre 2002.

La tendance est par contre haussière au niveau des **services non marchands**. De 1385 millions de gourdes en 2001, la valeur ajoutée est passée à 1390 millions soit une augmentation de 0.3%. Cette hausse est surtout consécutive à l'accroissement de 3% enregistrée dans les dépenses en traitements et salaires des Administrations Publiques<sup>6</sup>.

### Performance mitigée de la demande interne et baisse continue des échanges avec l'extérieur

La **consommation finale**, l'une des composantes de la de-

mande interne a diminué de 1% comparativement à l'année 2001. Ce léger recul est consécutif à la chute de 1.4% de la consommation des ménages qui représente plus de 90% de la consommation finale totale.

L'**investissement**, l'autre composante de la demande interne a, par contre, augmenté de 1.3% en raison notamment de l'accroissement de 21%<sup>7</sup>, en valeur nominale, enregistré au niveau des dépenses publiques d'investissement. Quant au secteur privé, la prudence qui a caractérisé le comportement des agents économiques n'a pas favorisé la relance des investissements au niveau de ce secteur. Cette situation se justifie, entre autres, par la baisse significative, en 2002, du crédit alloué par le système bancaire aux principales branches d'activité telles que l'Agriculture (-95%), l'Industrie Manufacturière (-10%) et les Communications (-90%).

Le ralentissement des activités économiques n'est pas sans inci-

<sup>5</sup> BRH : Tableau de Distribution du Crédit par Branches d'activités.

<sup>6</sup> MEF : Tableau des Opérations Financières de l'Etat (TOFE) 2002

<sup>7</sup> Tableau des Opérations Financières de l'Etat (TOFE).

dences sur les échanges avec l'extérieur qui ont continué à baisser. Le résultat combiné de la chute des exportations et des importations, en volume, révèle bien cette situation qui se traduit par des chutes respectives de 2.9% et 0.8%.

En ce qui a trait aux exportations de marchandises en valeur courante, de 293 millions de dollars EU en 2001, elles ont chuté à 276 millions en 2002 d'où un recul de 5.9%. La contraction de 11.7% des exportations des industries d'assemblage confirme cette tendance baissière. Parallèlement, les importations de marchandises qui étaient estimées à 987 millions de dollars EU en 2001 sont tombées à 980 millions cette année. La baisse des activités économiques, jointe aux incertitudes du marché et à la dépréciation de la gourde, a porté les agents économiques à réduire le volume de leurs importations.

### L'année 2003: l'incertitude persiste

Les perspectives économiques pour l'année 2003 s'annoncent plutôt préoccupantes vu que l'exercice a débuté dans un contexte de dépréciation accrue de la gourde et du retour en force de l'inflation. Cette situation, résultant des retraits massifs des dépôts en dollar des banques, suite aux

## OFFRE ET DEMANDE GLOBALES

(En millions de gourdes courantes)

	1997-98	1998-99	1999-00*	2000-01**	2001-02***
PIB	62997	69254	77580	85442	92164
Importations	16770	20568	25923	29225	33379
Offre Globale	79767	89822	103503	114667	125543
Consommation	57148	62157	72446	82353	90433
Investissement	16382	19182	21208	22106	23528
Exportations	6237	8483	9849	10208	11582
Demande Globale	79767	89822	103503	114667	125543

(En millions de gourdes de 1986/87)

	1997-98	1998-99	1999-00*	2000-01**	2001-02***
PIB	12681	13025	13138	12891	12874
Importations	9614	11797	15249	14719	14606
Offre Globale	22295	24822	28387	27710	27480
Consommation	16962	18389	21107	20607	20406
Investissement	2955	3663	4335	4253	4307
Exportations	2378	2770	2945	2850	2767
Demande Globale	22295	24822	28387	27710	27480

Source: Institut Haïtien de Statistique et d'Informatique (HSI)  
Note: \*Semi-définis - \*\* Provisaires - \*\*\* Estimations

rumeurs de conversion en gourdes des comptes en dollars, a eu des conséquences néfastes sur le système bancaire en particulier et sur l'ensemble des activités économiques en général.

Par ailleurs, la brusque accélération de la dépréciation de la monnaie haïtienne, la hausse vertigineuse des prix des produits pétroliers sur les marchés international et local, le gel prolongé de l'aide publique au développement et la persistance de la crise politique, avec

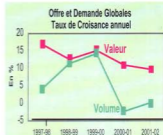
comme corollaire la méfiance des investisseurs nationaux et étrangers, sont autant de facteurs qui laissent augurer des perspectives relativement sombres pour 2003.

Le climat d'incertitudes dont pâtit l'économie depuis quelque temps risque ainsi de continuer et par conséquent de compromettre les objectifs d'inflation et de croissance économique que le Gouvernement s'est fixé pour l'exercice fiscal 2002-2003.

## NORMES ET CONCEPTS

### Branches d'activité et Secteurs institutionnels

Le Système de Comptabilité Nationale des Nations-Unies (SCN93) définit une branche d'activité comme le regroupement de plusieurs établissements produisant un même bien ou un même groupe de biens ou de services selon que les entreprises auxquelles ils appartiennent réalisent une production marchande ou non. Il ne faut pas confondre le concept « établissement » qui est la plus petite unité de production avec celui de l'« entreprise » qui est plutôt une entité économique capable, de son propre chef, de posséder des actifs, de prendre des engagements et de réaliser des opérations avec d'autres entités. Une entreprise peut comporter un ou plusieurs établissements et le regroupement des entreprises donne ce que le SCN appelle «Secteur Institutionnels».



## INSTITUT HAÏTIEN DE STATISTIQUE ET D'INFORMATIQUE

Rue Joseph Janvier, #1  
Tél.: 223-5501, 511-6560,  
223-1011, 222-5251,  
221-5812, 221-5801, 223-8465  
Fax: (509)222-2669, 223-5330  
E-mail: htsi@hsi-hi.org  
dsehs101@yahoo.fr